

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Le mois d'octobre a été particulièrement riche en événements pour le secteur laitier européen, mais également pour l'Europe dans son ensemble. En effet, à Bruxelles, des débats intenses autour de la nouvelle Commission européenne et du Brexit ont été menés.

Pour le moment, un Brexit sans accord à la fin du mois d'octobre a pu être évité avec la perspective d'une extension et d'un possible nouvel accord entre le gouvernement britannique et l'UE. Néanmoins, l'incertitude pèse toujours sur les agriculteurs car les dirigeants n'ont fait que repousser le Brexit à début 2020. Dans l'intervalle, la nouvelle Commission européenne prend forme et la plupart de ses commissaires ont été confirmés. Toutefois, trois postes de commissaires doivent encore être pourvus, ce qui retardera d'au moins un mois, jusqu'à décembre, le passage de témoin avec la Commission sortante.

La 6e Conférence internationale du lait équitable a réuni la communauté des éleveurs laitiers le 12 octobre à Libramont, en Belgique. À cette occasion, le lait équitable belge *Fairebel* a célébré son 10e anniversaire. Pendant la conférence, des pays du lait équitable d'Europe et d'Afrique ont présenté leurs réussites et leurs projets pour l'avenir. Outre le Burkina Faso en tant que pays du lait équitable, des représentants de quatre autres États africains ont également participé à la conférence. Afin de souligner son travail de promotion de la coopération entre l'UE et l'Afrique, l'EMB a interviewé dans ce numéro Maria Arena, eurodéputée et membre des délégations pour l'Afrique et les pays ACP. Il s'agit du premier d'une série d'entretiens que l'EMB mènera avec des députés du Parlement européen.

Notre bulletin d'information fournit également des informations sur les marchés laitiers nationaux et les événements politiques dans plusieurs pays de l'UE. En Irlande, par exemple, les éleveurs ont rejeté le nouveau budget gouvernemental pour 2020 qui occulte les effets imminents qu'un Brexit dur ou sans accord auraient sur le secteur. La Lettonie présente les chiffres actuels pour le secteur laitier : les volumes produits sont stables, mais le cheptel est en baisse et le prix du lait reste bas. L'EMB a également publié ses derniers chiffres pour le secteur laitier allemand ; les prix n'y couvrent que 77 % des coûts de production.

Je vous souhaite une bonne lecture du bulletin d'information du mois de novembre de l'EMB.

Pat McCormack, président de l'Irish Creamery Milk Supplier Association (ICMSA) et membre du Comité directeur de l'EMB

EMB Bulletin novembre 2019

- Conférence internationale du lait équitable : de l'Europe à l'Afrique
- Qu'en est-il de la future Commission européenne ?
- Entretien avec la députée européenne Maria Arena
- Le lait équitable en Suisse
- France : la loi Egalim critiquée
« Nous attendons de la ministre fédérale de l'agriculture, Julia Klöckner, qu'elle s'engage immédiatement, à Berlin et à Bruxelles, pour un changement de cap dans la politique agricole. »
- L'écart entre les coûts de production et le prix du lait en Allemagne se creuse
- Situation du secteur laitier letton
- Les agriculteurs irlandais critiquent le budget du gouvernement pour 2020

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Conférence internationale du lait équitable : de l'Europe à l'Afrique

© EMB
Équité et engagement – les producteurs de lait récompensent un engagement responsable par la Faironika en Or

La 6e Conférence internationale du lait équitable, qui se tient aujourd'hui, a cette fois une dimension toute particulière : pour la première fois, des éleveurs d'Afrique et d'Europe se réunissent pour fêter ensemble le succès de leurs projets autour du lait. Ils décernent également la Faironika en Or à des responsables politiques, journalistes ou collègues, en remerciement de leur engagement exceptionnel en faveur de l'équité.

Il y a *Fairebel – Le lait équitable* qui écrit une page d'histoire depuis 10 ans avec des prix équitables pour les éleveurs laitiers belges. Il y a le lait *Fairefaso*, avec lequel les producteurs du Burkina Faso ont réussi à lancer leur propre marque sur le marché. Il y a aussi nos collègues producteurs de lait *d'Allemagne, d'Autriche, de France, d'Italie, du Luxembourg et de Suisse*, ainsi que *du Mali, du Niger, du Sénégal et du Tchad* qui ont réussi, au cours des dernières années, à mettre en place une solidarité forte avec les consommateurs, mais aussi entre eux. Tout cela fait partie de l'histoire du lait équitable, commencée en 2006 en Autriche, et que nous poursuivons

aujourd'hui ensemble à Libramont.

Erwin Schöpges, président de l'EMB et responsable du projet belge de lait équitable, qui organise cette année la conférence internationale, est profondément convaincu aussi bien de l'idée que de sa mise en œuvre pratique. « Si vous êtes éleveur laitier et que vous voyez que votre filière et vos collègues sont soumis à une pression croissante, que leur survie économique est menacée, vous voulez et devez faire quelque chose ensemble. Il y a 10 ans, nous avons décidé de nous engager dans le projet du *Lait équitable* de l'EMB en Belgique. C'était une bonne décision. » Cette décision porte ses fruits et continue de se développer. « Nous voulons avoir des relations fondées sur l'équité, en Europe mais aussi hors d'Europe, et c'est pourquoi nous avons commencé une coopération avec *Fairtrade*. C'est ainsi que notre lait chocolaté contiendra à l'avenir du cacao issu du commerce équitable. »

Une compagne en or

Lors de la remise des prix, qui s'est tenue aujourd'hui dans le cadre de la Conférence du lait équitable, la Faironika en Or – le prix des producteurs de lait – a été décernée à des citoyens et des institutions qui se sont distingués par un comportement équitable et durable. Le journal **Politico** s'est ainsi vu remettre l'un de ces trophées convoités pour la qualité de ses recherches et de ses articles. **Maria Noichl, députée au Parlement européen**, a reçu la sympathique vache dorée pour son engagement en faveur d'un marché du lait capable de résister aux crises. **L'éleveur laitier suisse Werner Locher** s'est vu attribuer le prix par ses collègues pour son action politique infatigable et pour son engagement fort en faveur de prix du lait équitables et rémunérateurs. **L'ancien ministre fédéral de l'Agriculture, Willy Borsus**, qui a œuvré pour que les producteurs de lait belges reçoivent un prix équitable et une rémunération juste grâce à leur adhésion à Faircoop, a également été récompensé. La Faironika en Or a aussi été décernée à **Herman Vissers de Belgique** et à **Adama Ibrahim Diallo du Burkina Faso**, deux producteurs de lait particulièrement engagés. La **laiterie Luxlait** a reçu le prix en tant que partenaire fiable de la coopérative belge de lait équitable Faircoop. La Faironika en Or a enfin été remise à **l'organisation Agrical** qui s'est illustrée depuis des années par son soutien aux agriculteurs et à leurs familles.

Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB, voit dans les projets de lait équitable, et donc aussi dans la coopération entre les producteurs de lait par-delà les pays et les continents, un message positif très important. « Il ne s'agit pas d'être chacun contre les autres, mais d'être ensemble *pour* quelque chose. C'est ce que les producteurs de lait ont pratiqué au cours des dernières années dans le cadre du lait équitable, mais aussi dans leur travail politique ensemble et avec les consommateurs. Le fait d'agir ensemble *pour* des prix rémunérateurs, *pour* une vie digne des éleveurs laitiers, qui travaillent dur, nous a tous fait grandir. » Il ne reste plus qu'à convaincre quelques décideurs au niveau de l'UE de franchir le pas et de mettre enfin en place le **Programme de responsabilisation face au marché (PRM)** afin de stabiliser le secteur laitier.

Qu'en est-il de la future Commission européenne ?

Le Parlement européen a confirmé la plupart des futurs commissaires européens mais a rejeté trois noms. Cela retardera la mise en place de la nouvelle Commission européenne au moins jusqu'en décembre.

© wikimedia commons

Auditions au Parlement européen

Pendant la première semaine d'octobre, le Parlement européen a auditionné les commissaires désignés, envoyés par les États membres de l'UE pour siéger au sein de la nouvelle Commission européenne dirigée par Madame Ursula von der Leyen. Pendant ces sessions de trois heures, les candidats ont eu l'occasion de prouver leurs compétences pour diriger les services de l'UE.

La candidature du commissaire désigné à l'Agriculture, Janusz Wojciechowski, a d'abord été remise en question après que les eurodéputés de la commission agriculture se sont plaints que ses réponses étaient trop vagues et incomplètes. Ce n'est qu'après deux séries de questions écrites et une deuxième et dernière audition que les groupes politiques ont finalement confirmé le Polonais comme futur commissaire à l'Agriculture. M. Wojciechowski a indiqué que sa priorité principale serait d'achever la révision de la Politique agricole commune et d'activer des mesures transitoires pour s'assurer que les paiements aux agriculteurs ne soient pas interrompus. Par ailleurs, il a déclaré qu'il était ouvert aux discussions avec le secteur agricole européen et qu'il souhaitait soutenir les petites exploitations.

Frans Timmermans a été confirmé sans grande difficulté comme premier vice-président de la Commission européenne. À ce poste, il sera responsable du Pacte vert européen. Il coordonnera le travail d'un groupe de commissaires, notamment les services des commissaires chargés de l'Agriculture et de l'Environnement. Pendant son audition, il s'est engagé à aller au-delà des objectifs actuels de l'UE en termes de gaz à effet de serre. Il a annoncé des réductions ambitieuses de 50 à 55 % à atteindre d'ici 2030 par rapport aux niveaux d'émissions de l'UE en 1990. En outre, Timmermans a déclaré que l'agriculture devait également faire des efforts pour réduire les émissions. Ces objectifs seront reflétés dans la future stratégie de la Commission « de la fourche à la fourchette ».

Phil Hogan, l'actuel commissaire à l'Agriculture, a été confirmé dans ses fonctions de futur commissaire européen au Commerce. Il a indiqué qu'il mettrait pleinement en œuvre l'aspect durable dans le commerce international. Cela semble toutefois contestable, étant donné qu'au cours de son mandat actuel, il a fixé des priorités différentes lors de la conclusion du nouvel accord de libre-échange avec le Mercosur. Malgré une accélération de la déforestation et une augmentation significative de l'utilisation de pesticides dans le bloc sud-américain, Hogan n'a pas adopté une approche écologique. Le commissaire irlandais pourrait également être confronté à une situation difficile lorsque la deuxième phase des négociations sur le Brexit figurera à l'ordre du jour. En tant que commissaire au Commerce, il lui appartiendra de conclure un nouvel accord commercial avec le Royaume-Uni.

L'entrée en fonction de la nouvelle Commission européenne est reportée

Le Parlement européen a rejeté trois commissaires désignés : la Française Sylvie Goulard (Marché intérieur) ; la Roumaine Rovana Plumb (Transport) ; le Hongrois László Trócsányi (Voisinage et Élargissement). Trois nouveaux candidats doivent maintenant être confirmés par le Parlement. Cela signifie que la nouvelle Commission dirigée par Ursula von der Leyen ne pourra pas entamer ses travaux le premier novembre comme prévu et que son entrée en fonction est reportée d'au moins un mois. Dans l'intervalle, l'actuelle Commission Juncker reste en fonction.

Entretien avec la députée européenne Maria Arena

© Maria Arena

L'European Milk Board a eu le plaisir de poser quelques questions à la députée européenne Maria Arena le 17 octobre sur les relations entre l'UE et l'Afrique et leur impact sur les agriculteurs des deux continents.

La socialiste belge a été réélue pour un second mandat et endosse de hautes responsabilités en tant que présidente de la Sous-commission « droits de l'homme », membre de la Commission des affaires étrangères, de la Délégation pour les relations avec le Parlement panafricain ainsi que de la Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE.

Où voyez-vous la coopération entre l'Afrique et l'UE dans cinq ans, en particulier dans le secteur agricole ?

L'Afrique est un partenaire privilégié de l'Europe pour diverses raisons d'ordre géographique, politique, économique. Mais je pense que nous devons fondamentalement revoir la relation de l'UE à l'Afrique tout en maintenant des mécanismes de soutien au développement social et économique du continent. Nous devons revoir la conception de nos politiques agricoles et surtout arrêter d'imposer le modèle *agrobusiness* au reste du monde, et particulièrement en Afrique. Les relations commerciales avec l'Afrique doivent tenir compte du fait que l'agriculture n'est pas uniquement une question de produits exportés. Elle concerne les personnes sur place, la biodiversité, des équilibres fragiles de communautés (éleveurs/agriculteurs) ainsi que l'utilisation des ressources. L'agriculture est tenue par quelques multinationales alors qu'elle est bien plus que cela. Donc, pour moi, ce secteur doit être exclu de tout accord commercial.

Les deux continents peuvent-ils éviter une course vers le bas en termes de protection sociale et d'environnement ?

Oui, mais il faut la volonté politique des deux parties et aujourd'hui elle n'existe ni en Europe ni en Afrique. Nous devons construire un nouveau modèle ensemble pour le bien-être de tous et non pas continuer le modèle actuel qui épuise tant les agriculteurs du Nord que du Sud et qui affame les populations du Sud et appauvrit les populations du Nord au profit de quelques multinationales.

L'augmentation des exportations de lait écrémé en poudre vers l'Afrique de l'Ouest met en danger les moyens de subsistance des agriculteurs africains. Que peut faire l'UE à ce sujet ?

Premièrement, il est nécessaire de comprendre les mécanismes en place. Qui fait quoi dans quelle proportion et avec quel produit ? Ensuite, il est important que les pays qui sont victimes de ces pratiques se protègent en interdisant l'entrée sur le territoire de ce type de produits. Car ils sont mauvais en matière de valeur nutritionnelle, ils tuent les producteurs locaux par des prix défiant toute concurrence et ils favorisent l'utilisation de l'huile de palme, principal moteur de la déforestation. Pour toutes ces raisons nous devons dénoncer ces pratiques. Je milite aussi pour la création d'un traité international qui est actuellement en discussion à l'ONU. L'objectif de ce traité est que les entreprises qui agissent de façon problématique soient poursuivies pour non-respect des droits humains et environnementaux. Aujourd'hui, il règne une forme d'impunité en la matière. J'espère que les gouvernements africains soutiendront cette démarche dans l'intérêt de leurs populations.

Avez-vous un conseil ou un message à transmettre aux agriculteurs européens ?

Oui, leurs luttes sont identiques à celles des agriculteurs du Sud, y compris d'Amérique latine et d'Asie. Se joue aujourd'hui la question de la survie de l'agriculture dite familiale, de plus petite taille contre les mastodontes de l'agrobusiness. De manière plus fondamentale, il faut remettre l'agriculture au cœur des défis sociaux et environnementaux du 21e siècle pour garantir la soutenabilité de notre production et de notre consommation.

Madame Arena, nous vous remercions pour cet interview.

Nicolas de la Vega, EMB

Le lait équitable en Suisse

L'European Milk Board (EMB) et le lait équitable sont inextricablement liés depuis la fondation de notre association. D'une part, il y a le **lait équitable** en tant que message politique avec lequel nous soulignons l'objectif d'un prix rémunérateur et d'un revenu équitable pour les producteurs et productrices lors de manifestations et rencontres avec les responsables politiques. Et puis, bien sûr, il y a le **lait équitable** des agriculteurs et agricultrices en magasin dans désormais sept pays européens et un État africain.

© EMB

Au lieu d'énumérer simplement les pays dans un bref aperçu, nous aimerions lancer avec cette édition du bulletin une série d'articles sur le **lait équitable**. Nous commencerons avec la Suisse, le plus jeune membre de la famille du lait équitable. Dans les prochains bulletins, un article sera consacré à chaque projet et donnera un aperçu du **lait équitable** dans le pays en question.

Le lait équitable en Suisse

Les producteurs de lait suisses agissent dans un contexte de marché très difficile. Le prix du lait est en permanence sous pression et les conséquences de ce phénomène se reflètent clairement dans les statistiques : en effet, trois exploitations par jour mettent la clé sous la porte.

L'idée d'un prix équitable pour le lait nous a donc d'emblée séduit. À Affoltern, un arrondissement de Zurich, nous avons eu l'occasion en 2017 de lancer *Di Fair Milch – Säuliamt*, un lait régional équitable vendu dans les 12 magasins VOLG. Pour ce faire, nous avons fondé la coopérative *Faire Milch Säuliamt*, en partenariat avec 43 producteurs laitiers de la région.

En 2019, la coopérative *Lait équitable* a lancé quant à elle la marque *Faireswiss*, basée elle aussi sur une approche d'équité pour les producteurs.

A nos yeux, équitable est synonyme d'un prix rémunérateur pour l'agriculteur. Cela comprend également un salaire pour le producteur laitier, comparable à celui d'autres secteurs de l'économie. Mais équitable est également synonyme de bien-être animal. Les vaches sont dans des étables en stabulation libre ou ont régulièrement la possibilité de sortir en pâturage.

En décembre 2017, la coopérative *Faire Milch Säuliamt* a lancé un lait pasteurisé à teneur naturelle. A la demande de nombreux consommateurs, elle commercialise également du lait demi-écrémé (à 2,5 % de m. g.) depuis octobre 2018.

Sous la marque *Faireswiss*, la coopérative *Lait équitable* vend depuis septembre 2019 du lait entier UHT ainsi que cinq types de fromages à pâte molle.

Grâce à ces projets pilotes, nous avons prouvé qu'une majeure partie de la population est prête à payer un prix plus élevé? pour le lait si l'agriculteur est rémunéré? de façon juste.

Plus d'informations sur www.di-fair-milch.ch et www.faireswiss.ch

Werner Locher (BIG-M, Suisse) et le bureau de l'EMB

France : la loi Egalim critiquée

© Ministère de l'Agriculture,
France

Définitivement adoptée le 2 octobre 2018, la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable, et accessible à tous (loi dite Egalim) garde, un an après, un goût amer du côté des producteurs. Les pratiques prédatrices de l'aval et

notamment de la grande distribution n'ont pas évolué.

Comme anticipées par la Coordination rurale, la loi et les belles promesses n'ont pas permis aux agriculteurs de bénéficier d'un quelconque retour de la valeur dans leur ferme. Le travail de la Commission d'enquête sur la situation et les pratiques de la grande distribution et de ses groupements dans leurs relations commerciales avec les fournisseurs a permis de dresser un bilan de cette année écoulée. Les députés par ce rapport reconnaissent que la loi qu'ils ont approuvée l'an dernier est inefficace. Ils n'ont par contre pas compris que tant qu'on importera à bas coût (en signant des accords de libre-échange) nos prix resteront bas et les agriculteurs seront toujours soumis à l'autorité de

la concurrence.

Contexte dans la filière laitière :

La mise en place du projet de loi EGA était source de beaucoup d'attentes chez les producteurs laitiers, qui voyaient leurs prix de vente chuter quand ceux pratiqués chez les distributeurs ne cessaient de croître. Cela fait en effet de nombreuses années que les marges des industriels et des distributeurs progressent, et ce même en cas de crise chez leurs fournisseurs !

Le rapport annuel de l'Observatoire de formation des prix et des marges (OFPM) au Parlement nous expose la composition du prix des principaux produits laitiers ainsi que leur évolution. L'exemple du lait UHT, qui est le produit le moins élaboré sortie ferme, et qui ne subit donc pas fortement par des variations de charges est très explicite. Il a vu son prix à la consommation passer de 0,59 €/L en 2001 à 0,8 €/L en 2018, **soit une progression de 36 %**. L'évolution des différentes parts revenant à chaque maillon ont logiquement suivi une inflation, mais de manière complètement déséquilibrée entre les acteurs ! Ainsi, la grande distribution a, entre 2001 et 2018, **accru sa marge brute de 100 %**, l'industrie de 68 % **alors que les producteurs accusent un recul du prix de l'ordre de -12 %** ! La période 2014-2017 est particulièrement parlante : le prix payé au producteur a chuté de 41 % quand la marge des industriels a progressé de 32 % et celle de la GMS de 45 % !

Alexandre Chédeville, OPL de la Coordination rurale

« Nous attendons de la ministre fédérale de l'agriculture, Julia Klöckner, qu'elle s'engage immédiatement, à Berlin et à Bruxelles, pour un changement de cap dans la politique agricole. »

Des manifestations d'agriculteurs ont eu lieu le 22 octobre dans de nombreuses régions d'Allemagne. En de nombreux endroits, les tracteurs ont complètement bloqué la circulation. Dans un communiqué de presse, le BDM (Bundesverband Deutscher Milchviehhalter) a exprimé sa position sur les manifestations et sur les mesures nécessaires pour le secteur agricole.

« Le BDM constate la nécessité de changements importants, mais ceux-ci doivent être réalistes et surtout, il faut que nous soyons capables de les financer », explique le président du BDM, Stefan Mann. « Nous nous perdons dans une réglementation et des formalités de plus en plus détaillées, qui représentent pour nous une charge considérable et qui mènent non seulement à une hausse continue de la pression sur les coûts, mais qui provoquent aussi des conflits d'objectifs. Il est grand temps de penser et d'agir de manière plus fondamentale. Nous ne pouvons pas continuer comme cela. Nous devons nous attaquer à la racine des problèmes. Nous devons prendre nos distances par rapport à une politique agricole qui ne sert, en vérité, qu'à fournir des matières premières bon marché à l'industrie agroalimentaire, pour lui permettre d'être compétitive à l'international », poursuit M. Mann.

La pression sur les prix qui en résulte a mené, dans l'agriculture, à une course à l'efficacité et à l'intensification ainsi qu'à une concentration toujours plus forte et dont on s'efforce désormais d'atténuer les conséquences par des lois normatives.

« On pourrait comparer cela à un médecin qui ne soignerait ses patients qu'avec des antalgiques au lieu de traiter la cause de la douleur », affirme Stefan Mann. « On ne pourra pas régler les problèmes en imposant davantage de formalités et des normes de production de plus en plus strictes. Celles-ci ne font qu'accroître la pression sur les prix pour les agriculteurs et intensifier la course à l'efficacité. Nous devons rompre ce cercle vicieux qui a déjà mené des milliers d'exploitations à la ruine. Nous avons besoin que nos produits génèrent des revenus qui nous permettent de continuer à développer nos exploitations de manière économiquement durable et de faire face aux coûts engendrés par les changements nécessaires en matière de protection de l'environnement, du climat, de la nature et du bien-être animal. »

Nous attendons de la ministre fédérale de l'agriculture, Julia Klöckner, qu'elle s'engage immédiatement, à Berlin et à Bruxelles, pour un changement de cap dans la politique agricole. L'organisation commune de marché de l'UE doit être restructurée pour permettre une amélioration de la position commerciale des agriculteurs. Cela implique aussi d'endiguer la prééminence sur le marché, nocive à la concurrence, des acheteurs de nos produits afin que nous puissions en tirer un prix qui reflète leur valeur élevée. Nous ne devons pas signer des accords commerciaux comme celui avec le Mercosur, tant qu'ils contournent les normes et les exigences auxquelles sont soumis les agriculteurs européens et allemands.

Communiqué de presse du BDM (Bundesverband Deutscher Milchviehhalter) du 22 octobre 2019

L'écart entre les coûts de production et le prix du lait en Allemagne se creuse

@ EMB

Le calcul actuel des coûts de production en Allemagne a été publié et montre qu'en juillet 2019, seuls 77 % des coûts de production étaient couverts. Même si les coûts de production ont légèrement baissé en juillet, le prix du lait est

tombé en dessous de 34 centimes.

Les coûts de production se montaient à 44,28 ct/kg en juillet 2019 alors que le prix payé aux producteurs de lait était de 33,99 ct/kg. Il leur manquait donc 10,29 ct/kg de lait produit. Ces chiffres proviennent de l'étude trimestrielle sur les coûts de production en Allemagne réalisée par le BAL (*Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft*). Tous les cinq ans, l'indice laitier MMI est établi sur une nouvelle année de base. Les calculs de l'indice laitier MMI pour le troisième trimestre de 2019 publiés le 15 octobre 2019 ont été ajustés à l'année de base 2015=100. Les calculs ont été adaptés en

conséquence.

Évolution des coûts de la production laitière en Allemagne

Vous trouverez [ici](#) l'évolution des coûts de la production laitière en Allemagne de 2009 à juillet 2019.

Rapport prix-coût (part non couverte des coûts)

Le rapport prix-coût illustre la mesure dans laquelle le prix du lait couvre les coûts de production. En juillet 2019, le prix du lait n'a permis aux producteurs de couvrir que 77 % de leurs coûts de production ; la part non couverte des coûts est donc de 23 %.

Le graphique ci-dessous illustre ce déficit depuis 2009.

Indice laitier MMI (Milch Marker Index)

L'indice MMI montre l'évolution des coûts dans la production laitière. En juillet 2019, le MMI avait une valeur de 107, ce qui signifie que les coûts de production des exploitations laitières ont augmenté de 7 % par rapport à l'année de référence 2015=100.

Voyez ci-dessous l'évolution du MMI dans le temps.

Étude sur les coûts de production de six principaux pays producteurs de lait

Des calculs des coûts sont aussi effectués régulièrement dans cinq autres pays que l'Allemagne. Ceux-ci révèlent également que le prix que reçoivent les producteurs de lait ne leur permet pas de couvrir leurs coûts de production.

Nouveau : Les calculs des coûts de production du lait en Allemagne, en Belgique, au Danemark, en France, au Luxembourg et aux Pays-Bas pour 2017 sont maintenant disponibles. Vous trouverez l'étude [ici](#) (en français).

On observe un manque à gagner chronique dans la production laitière – comment y remédier ?

L'European Milk Board propose d'ancrer dans la législation un instrument de gestion de crise capable d'agir contre le déficit chronique dans la production laitière. Le Programme de responsabilisation face au marché (PRM) observe et réagit aux signaux du marché en ajustant la production.

Lisez [ici](#) une brève description du Programme de responsabilisation face au marché (PRM) de l'EMB.

Contexte : Dans le cadre de l'étude « Combien coûte la production de lait ? », pour le compte de l'European Milk Board et de MEG Milch Board, le BAL (*Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft*) a procédé pour la première fois en 2012 à un calcul des coûts de la production laitière sur l'ensemble du territoire allemand. Ce calcul se base sur les données du réseau d'information comptable agricole (RICA) de la Commission européenne et du Bureau fédéral allemand de la

Fiche descriptive

Communiqué de presse de l'EMB du 15 octobre 2019

Situation du secteur laitier letton

Le LAOCC (Latvian Agricultural Organisation Cooperation Council) a fait part d'une légère hausse de la production laitière et d'une baisse considérable du nombre de vaches et de troupeaux.

© LOSP

Livraisons de lait

Les livraisons de lait cru en Lettonie sur les neufs premiers mois de l'année se montaient à 600 626 tonnes, soit une hausse de 0,4 % par rapport à la même période de l'année dernière. Une tendance similaire peut être observée dans l'ensemble de l'Union européenne (UE), où les achats de lait cru jusqu'en juillet 2019 étaient supérieurs de 0,2 % à ceux de l'année précédente. En septembre 2019, le volume de lait cru livré en Lettonie représentait 69 756 tonnes, ce qui correspond à une augmentation de 1,5 % par rapport à septembre 2018.

Nombre de vaches laitières

Pendant ce temps, le nombre de vaches laitières continue de décliner d'année en année. En septembre 2019, le pays comptait 142 190 vaches laitières. Cela représente une diminution de 4,3 % par rapport à septembre 2018 lorsque le nombre de vaches s'élevait encore à 148 641. De même, le lait destiné à la transformation provenait de 126 709 vaches laitières en septembre de cette année. En septembre 2019, la Lettonie comptait 13 543 troupeaux, soit 10,7 % de moins qu'en septembre 2018. En septembre de cette année, le lait destiné à la transformation provenait de 6 620 troupeaux. Il s'agit d'une diminution de 5,9 % par rapport aux 7 034 troupeaux du même mois l'an dernier.

Prix du lait

En août, le prix au producteur du lait cru en Lettonie s'établissait à 283,7 euros par tonne, soit 0,2 % de moins qu'un mois auparavant où il était de 284,4 euros par tonne. Bien que le prix soit toujours bas, il est 1,4 % plus élevé qu'en août 2018.

Krista Garkalne, Latvian Agricultural Organisation Cooperation Council

Les agriculteurs irlandais critiquent le budget du gouvernement pour 2020

@ ICMSA

Dans le budget pour 2020, les dépenses, les recettes, la fiscalité et les projections financières sont présentées pour l'année à venir. Il est d'ores et déjà évident que le budget 2020 est profondément décevant pour le secteur agricole en général, et pour les agriculteurs en particulier, sans aucun sentiment d'urgence concernant les nombreux dangers qui menacent

l'agriculture irlandaise.

Dans une année normale, les agriculteurs irlandais pourraient accepter un budget décevant et s'en accommoder. Mais au point où nous en sommes, à quelques jours du Brexit et sans la perspective d'un accord, le manque d'insistance et de détails sur l'agriculture choque les membres de l'ICMSA (Irish Creamery Milk Supplier Association) et le secteur de l'économie rurale tout entier. Tout d'abord, où était-il fait référence aux pertes actuelles liées au Brexit ? Il semblerait que le gouvernement irlandais ait décidé de laisser les exploitations familiales payer les pots cassés, ce qui est complètement inacceptable. Le fonds d'aide pour le Brexit annoncé était explicitement limité à l'éventualité d'une sortie sans accord, mais ceci n'est pas suffisant. L'ICMSA est très inquiète qu'il ne soit fait mention nulle part dans le budget 2020 de nos exportations de produits laitiers de haute qualité et de l'impact potentiel

qu'aurait un Brexit sans accord.

Notre association n'a eu de cesse de souligner les difficultés que la volatilité des revenus pose aux familles d'agriculteurs, ainsi que la nécessité de mettre en place des politiques pour atténuer la capacité destructrice des hausses et chutes excessives du prix du lait. Malheureusement, le budget irlandais continue d'ignorer ce problème. Cette inaction prive les exploitations familiales de leur capacité de prévoir et menace leur existence. Nous voilà revenus à la situation récurrente où nos gouvernements reconnaissent que des fluctuations excessives des prix, et donc des revenus, rendent impossible toute planification d'année en année, mais sont ensuite incapables de mettre en place les outils financiers nécessaires pour y remédier. C'est un problème récurrent en Irlande : tout le monde constate un problème évident mais personne, surtout au gouvernement, ne veut prendre la responsabilité de le résoudre. Nous aurions beaucoup à apprendre de la Nouvelle-Zélande, un pays qui a pris cette question à bras-le-corps.

Le changement climatique et la nécessité de réduire les émissions de carbone sont en train de devenir des sujets importants dans les budgets des pays de l'UE. Le gouvernement irlandais veut aller plus loin et a annoncé récemment qu'il nommerait prochainement un « Commissaire à la transition juste ». Mais « juste » pour qui ? Les agriculteurs sont prêts à jouer leur rôle dans la réduction des gaz à effet de serre, mais nous nous inquiétons du manque de transparence et du fait que des décisions importantes soient prises par des fonctionnaires non élus sans consultation suffisante. Les agriculteurs ne doivent pas être présentés comme les principaux coupables du défi climatique. Nous devons résister à cette présentation des choses et insister sur le fait que les agriculteurs jouent un rôle clé dans la solution en stockant du carbone, en préservant la fertilité des sols et en produisant des aliments durables et de qualité pour nos populations.

Pat McCormack, président de l'ICMSA et membre du comité directeur de l'EMB

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: office@europeanmilkboard.org

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-novembre-2019.html>